



Discours de bienvenue
Conférence-Débats d'Unité Laïque

Allocution de Nicolas DARAGON, Maire de Valence
Samedi 04 décembre 2021, 14h15

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour votre invitation à m'exprimer devant vous cet après-midi et vous souhaiter la bienvenue à Valence, au Centre du patrimoine arménien.

Précédant de quelques jours la semaine de la laïcité qui célèbrera le 116^{ème} anniversaire de la promulgation de la Loi de séparation entre l'Eglise et l'Etat, le 9 décembre 1905, Unité Laïque a choisi d'inscrire au calendrier une première conférence-débats autour de l'idéal émancipateur de la laïcité.

Je me félicite de la création d'une association laïque et républicaine à vocation nationale dont le siège est à Valence. C'est un atout considérable pour enrichir notre réflexion mais aussi pour affermir le vœu de tolérance, autrement dit de bienveillante indifférence à l'égard des pratiques et croyances privées. Une certaine vision de la laïcité. Ne pas interférer, mais réguler et respecter. Donc, tolérer.

Et si la tolérance est au cœur de nos débats, elle est aussi au cœur de nos existences. Elle est notre quotidien, elle cimenter notre vie dans la cité. Elle est l'un de ces piliers qui fortifient, renforcent notre édifice commun.

Poser à l'écu que je suis la question de savoir quelle place occupe la laïcité au cœur de son action publique m'amène à penser un paradoxe.

Car le respect du principe de laïcité et donc la tolérance qui y est associée, dans mon esprit, doit tout à la fois être présent mais (et le paradoxe est là) tout aussi absent. Immédiatement, je m'explique.

Absent en effet car par principe la tolérance présuppose la différence.

Or, la République ne reconnaît aucune communauté autre que la Nation. Il n'existe qu'une « *seule communauté, c'est celle des citoyens* », selon le mot de Dominique Schnapper.

Point de différence en son sein. Aucune différenciation ethnique ou au regard du sexe, de la religion, de l'âge ne peut exister à l'intérieur de notre espace public. Le législateur ne me permet pas, et bien heureusement, de faire de distinction entre Français. A ce titre, nos concitoyens sont tous identiques, sans différence à tolérer, ou tolérable.

Comme la République est une et indivisible, mon engagement dans la vie publique doit l'être tout autant.

Faire preuve d'intolérance, par rapport à un tel, dans mon action publique viendrait rompre le cercle vertueux de l'égalité. Cela me forcerait à faire pencher la balance au profit des uns, c'est-à-dire au détriment des autres. Cela m'obligerait à faire des choix, à distinguer à l'intérieur de la République.

A discriminer, en somme. Je m'y refuse.

C'est le contraire de mon devoir.



Dans l'exercice de mes mandats électifs, je m'emploie à respecter chaque culte, à répondre aux invitations de tous les groupes culturels et sociaux. Je m'adresse en effet à eux de manière identique et j'encourage autant que je le peux le dialogue œcuménique.

Tolérer donc, et c'est là ma première pratique quotidienne de la laïcité.

Pour autant, mon devoir d'élu est aussi de m'engager au quotidien afin de faciliter le « vivre ensemble ». Et nous en arrivons à une vision peut-être plus active de la laïcité, prise dans son acception émancipatrice.

Le Larousse définit d'ailleurs l'émancipation de cette façon : « *Action de s'affranchir d'un lien, d'une entrave, d'un état de dépendance, d'une domination, d'un préjugé* ». Quel programme !

La laïcité est certainement – et avant tout – un principe d'émancipation et de protection de la liberté des citoyens, qu'ils soient athées, agnostiques ou croyants.

Certes. Mais cela présuppose de considérer alors que notre prochain peut être enfermé, encerclé, prisonnier de ce en quoi il croit. C'est un peu osé d'entrer sur ce terrain très personnel, quitte à générer des jugements de valeur, alors que notre rôle est justement de faire preuve d'indulgence et de prendre l'individu comme un tout, et non pas de le réduire à une seule part de son entité.

Dans le respect des valeurs de la laïcité, je me dois donc de faciliter toutes les démarches visant sans cesse à mieux connaître et comprendre l'autre.

Car en effet (et c'est là l'autre face du paradoxe), parce que je ne suis pas aveugle, je sais que les différences culturelles et religieuses existent. Les nier reviendrait à nier la réalité et je ne suis pas dans le déni, j'essaie au contraire de m'inscrire dans le réel.

Alors bien sûr, le fait religieux peut poser problème et il pose parfois problème. Notre République laïque ressent des difficultés, cela est vrai, ne le nions pas non plus, en devant se confronter à une pratique offensive de la religion, où se mêlent une vision holiste de la société (l'ensemble qu'elle forme serait supérieur à la somme des parties qui la composent), une promotion parfois violente de la « Vérité » et une porosité voire un affrontement entre ce qui relève de la sphère privée et de la sphère publique. L'obscurantisme n'est plus très loin, les Lumières sont éteintes, quand tombe la nuit....

Et si, au regard de notre histoire, notre démocratie, notre impartialité laïque résulte de la sécularisation du Christianisme, le juif, le catholique, le musulman, le luthérien, le calviniste, l'orthodoxe et tant d'autres vivent à présent ensemble, côte à côte.

Mon rôle d'élu est donc, tout en faisant respecter la tranquillité publique, de faire vivre ensemble toutes les initiatives animées du même désir de respect et d'écoute de l'autre, d'ouverture et de reconnaissance égale de la dignité humaine. C'est ma vision active de la laïcité, mon vécu quotidien.

A cette fin, le principe universel qui m'apparaît devoir nous gouverner doit être : « *Ne fais pas ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît* ».

Ainsi, il devient impossible qu'un homme puisse dire à une autre : « *Crois ce que je crois ET ce que tu ne peux pas croire, ou tu périras* ».



Sans quoi viendrait alors la tyrannie et il en serait fini de notre démocratie. Car nous le savons tous, la tolérance n'a jamais excité de guerre, alors que l'intolérance à couvert la terre de carnage.

Abandonner l'intolérance, cette maladie de l'esprit, au profit de la Raison, qui seule éclaire infailliblement les hommes, voilà le chemin qu'il nous faut emprunter. La Raison est humaine, elle inspire l'indulgence, elle étouffe la discorde, elle affermit le vivre ensemble, elle est ce rempart qui nous protège tous. C'est un principe actif.

En ces temps d'incertitudes où l'horreur revendiquée au nom de la Guerre Sainte et de la vengeance a frappé la France à plusieurs reprises, il est remarquable de constater qu'il n'existe nulle espèce de guerre civile dans les esprits. Sans ambiguïté nous pouvons affirmer que le peuple Français est tolérant, parce que notre société est largement laïcisée. C'est dans sa nature même.

Mais le cordon sanitaire de la laïcité, cette digue protectrice qu'elle érige face aux tentatives de soumission de l'Esprit et des Hommes, tout cela m'apparaît bien fragile. Et il faut bien du courage en 2021 pour ne pas céder aux sirènes de la paresse, de la facilité ou de la compromission.

A l'issue de cette journée, je serais heureux que mon propos ait participé, à ma modeste mesure, à enrichir cette journée d'étude et d'échanges. Soyons ambitieux, tout autant que patient pour remettre de la Raison au cœur de l'action publique, afin que nous continuions à vivre côte-à-côte et non pas face-à-face. Je vous remercie.

Nicolas DARAGON